

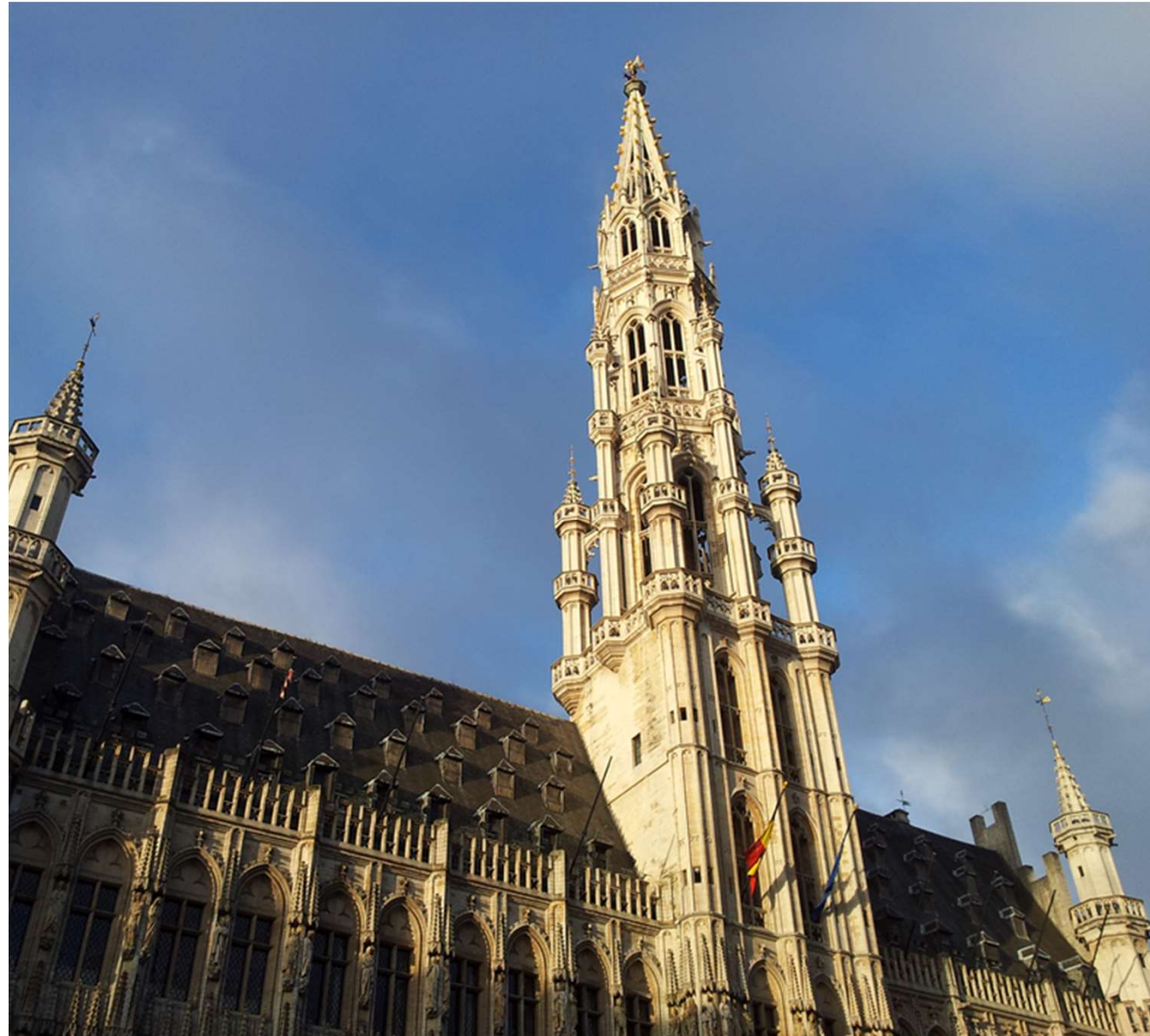
# Les principaux défis des pouvoirs locaux - discussion

Jean-François Husson



# Contraintes et défis

- Des données globales dans un contexte divergent
- Une mise en perspective sur une longue période
- Intérêt et limites du cadre normatif
- Recettes :  
Fonds et fiscalité
- Dépenses :  
des évolutions contrastées
- Conclusions /  
pistes de réflexion



# Des données globales dans un contexte divergent

- Périmètre comptes nationaux
  - Communes, provinces, CPAS, régies, etc. (cf. slide 7)
  - Diversité des sources – doubles comptages ?
  - Administrations locales vs entités régionales ?
- Approches différentes selon les régions
  - Service ordinaire / extraordinaire
  - Traitements des enseignants
  - Classification fonctionnelle
  - Seule la comptabilité nationale permet de disposer de données agrégées
    - Mais est-ce le « langage » des élus ?
    - Faire du « micro » avec un instrument « macro » ?
- Prudence dans des conclusions « générales »



# Une mise en perspective sur une longue période

- Impact de l'obligation d'équilibre (SO – exercice global – 1982)
- Recours à l'emprunt uniquement pour investissements (règle d'or)
- Approche à l'époque
  - Effort PL satisfaisant si respect règles internes
- Contribution à la réalisation des objectifs de Maastricht
  - BNF, dette, trésorerie
- Impact du cycle électoral
  - Investissements
  - Dépenses ordinaires / fiscalité
- Sensibilité aux décisions prises à d'autres niveaux de pouvoir (fiscalité)



# Intérêt et limites du cadre normatif...

- Obligation d'équilibre (1982)
  - Service ordinaire : à l'exercice global (1982)
  - Service extraordinaire : équilibre relatif car incl. recettes d'emprunt pour investissements
- Intérêts et amortissements inclus dans l'obligation d'équilibre
- Limites d'un renforcement des règles – le cas de la Wallonie
  - Règle renforcée : équilibre SO exercice propre
  - Balises d'investissement annuelle (-> 3 ans)



# Les recettes :

## le Fonds des communes

- Evolution différenciée depuis les années 1980
- Diversité des objectifs et de leur pondération
  - Péréquation fiscale
  - Centralité / externalités / participation aux charges supportées au profit de non résidents
  - Priorités régionales
- Orientation de la fiscalité locale ?
- Augmentations supérieures à l'inflation
  - Ex. inflation + 1% -> exponentiel côté RW
  - Dimension rattrapage ?
  - Nécessaire pour compenser interventions fédérales partielles ?
  - Quid participation à futures charges de pensions ?



# Les recettes : la fiscalité



- Influence du mode de répartition du FC ?
- Additionnels
  - Impact des décisions fédérales et régionales
    - Base imposable (sl. 15)
    - Adaptation des acteurs économiques
  - Effet voisinage / rendement / cluster
- Fiscalité autonome
  - Entre « petites taxes » et orientations régionales ?
- Mise en perspective
  - Arbitrage entre l'un et l'autre : quelles alternatives ?
  - Lien avec la politique régionale (Pri) ?
    - Accords divers / « Paix fiscale »



# Dépenses : des évolutions contrastées

- **Dépenses courantes**
  - « Fonctions de production » différentes selon les Régions
  - Stabilisation du volume du personnel
  - Coût des pensions
    - Le pire est à venir
  - Aide sociale
  - Poids des dotations :
    - CPAS, Zpol, Zsec, FE,...





# Dépenses : des évolutions contrastées

- **Dépenses de capital**
  - Quid de la baisse des investissements ?
  - Impact économique
  - Explications
    - Mécanismes de financement ?
      - « Fonds unique » / Droits de tirage / Plans triennaux
      - Subsidies spécifiques (sport, énergie, culture,...)
    - Cadre normatif ?
- **Pistes ?**



# Conclusions / pistes de réflexion

- Accord général avec les pistes de l'exposé de Barbara Coppens
- Réflexion sur le cadre normatif et le financement des investissements
- Principe décideur/payeur et respect des engagements pris
  - Ex. financement fédéral/local 50-50 pour les zones de secours
- Transparence accrue ?
- Perspective pluriannuelle (ex. PST en Wallonie) ?
- Impact du système d'avances pour les additionnels à l'IPP (2017) ?
- Quelle association des pouvoirs locaux au pilotage budgétaire ?
  - Notamment en matière fiscale?